

**Dossier de notification ou de demande d'agrément d'une personne physique
pour une fonction auprès d'une entreprise supervisée par le CAA
autre qu'intermédiaire d'assurance ou de réassurance**

Type d'entité :

Fonction sollicitée :

La personne a-t-elle déjà été notifiée/agrée par le CAA ?

La personne a-t-elle déjà été notifiée/agrée
par une autre autorité de surveillance ?

Dans l'affirmative, auprès de quelle autre autorité de
contrôle a-t-elle été notifiée/agrée en dernier lieu ?

L'ensemble des sections requises pour la notification ou la demande (voir ci-dessous)
est à remplir de manière électronique, puis à imprimer et à signer.

Le document signé et le fichier électronique (au format PDF original, non scanné)
sont à adresser au Commissariat aux Assurances par voie postale
et, respectivement, par courriel à gouvernance@caa.lu
avec l'ensemble des pièces justificatives requises aux sections applicables
(originaux et scans des pièces au format PDF).

Ce formulaire ne dispense pas de préciser la demande au CAA dans le courrier d'accompagnement
ni de fournir les informations complémentaires qui seraient demandées ultérieurement par le CAA
(évaluation par l'entreprise de l'honorabilité et des compétences de la personne, par exemple).

Section 1 : à renseigner systématiquement

1. Identification de la personne physique

Section 2 : à renseigner si la fonction sollicitée est
exercée dans une entreprise déjà
déterminée

2. Fonction sollicitée

Section 3 : à renseigner systématiquement

3. Déclaration sur l'honneur

Section 4 : à renseigner systématiquement

4. Compétence

Déclaration du CAA relative aux données personnelles

Les données personnelles collectées par le biais du présent formulaire sont traitées par le CAA en vue d'accomplir les missions qui lui sont dévolues par la loi en matière de surveillance du secteur des assurances au Grand-Duché de Luxembourg, notamment par la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances. La surveillance de personnes morales et physiques est stipulée à l'article 2 de ladite loi et les pouvoirs du CAA sont définis à l'article 4.

Les missions du CAA concernent en particulier les exigences d'honorabilité et de compétence visées par ladite loi aux articles 72 (direction et autres fonctions clés des entreprises d'assurance et de réassurance), 89 (candidats à l'acquisition d'une entreprise d'assurance ou de réassurance), 133 (mandataire général d'une succursale dans un pays tiers), 201 (administrateurs et dirigeants de certaines sociétés holding), 221 (administrateurs et dirigeants de conglomérats financiers), 261 (professionnels du secteur de l'assurance, dits PSA), 274 (toutes les fonctions soumises à un agrément), 281 (intermédiaires d'assurances et de réassurances) et 296 (candidats à l'acquisition d'un PSA ou d'un intermédiaire).

Les informations personnelles collectées et traitées par le CAA répondent également aux missions déterminées par la loi transposant la directive (UE) 2016/97 du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances (IDD) et par le règlement du CAA 13/01 du 23 décembre 2013 relatif à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (LBC/FT).

Les données personnelles sont conservées aussi longtemps que la personne est susceptible d'exercer une des fonctions citées précédemment ou de soumettre une nouvelle notification ou demande d'agrément.

Ces données personnelles sont susceptibles d'être confrontées à d'autres informations collectées par le CAA mais elles ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée.

Ces données personnelles seront traitées dans le cadre des missions légales du CAA et pourront être communiquées à d'autres autorités européennes avec lesquelles la réglementation applicable au CAA impose une coopération internationale.

Conformément au chapitre VI de la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel et conformément au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, la personne concernée dispose de certains droits, dont notamment le droit d'accéder aux informations qui la concernent, le droit de rectifier les informations inexactes ou encore le droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Délégué à la protection des données : M. Patrick Conrardy - email: dpo@caa.lu

Section 1

-

Identification de la personne physique

L'intégralité de la section est à remplir de manière électronique, puis à imprimer et à signer.
Les informations sont à mettre à jour à chaque nouvelle notification ou demande d'agrément.
Les informations obligatoires sont indiquées par un astérisque (*) sur la droite.

Pièce à joindre obligatoirement : Copie d'une pièce d'identité en cours de validité

Identification de la personne physique soussignée

Titre		101
Nom(s) du soussigné tel(s) que figurant sur la pièce d'identité jointe au dossier		102 *
Nom d'usage, si différent (p.ex. nom d'épouse)		103
Prénom(s) du soussigné tel(s) que figurant sur la pièce d'identité jointe au dossier		104 *
Prénom d'usage, si différent		105
Sexe		106 *
Date de naissance		107 *
Lieu de naissance		108 *
Pays de naissance		109 *
Nationalité (conforme à la pièce d'identité jointe au dossier)		110 *
Si applicable : seconde nationalité		111
Adresse de courriel		112
Numéro de téléphone		113
Pays de résidence et pays de l'activité principale au cours des 5 dernières années Veuillez n'indiquer qu'une seule fois le même pays.		114 *
		115
		116
		117
		118

Je soussigné(e) _____
déclare sincères et exactes les informations renseignées dans le présent document.

Le soussigné reconnaît et accepte qu'au cas où le présent document serait inexact, son honorabilité, telle que définie à l'article 32 de la Loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, serait compromise.

Date de la signature		119 *
Signature		120 *

Section 2

-

Fonction sollicitée par une personne physique

La section est à remplir de manière électronique, puis à imprimer intégralement et à signer.
Les informations sont à mettre à jour à chaque nouvelle notification ou demande d'agrément.
Les informations obligatoires sont indiquées par un astérisque (*) sur la droite.

Pièces à fournir avec la demande: Copie du procès-verbal de l'organe statutaire
actant la nomination à la fonction sollicitée

**2.1. Identification de l'entreprise surveillée par le CAA
dans laquelle la fonction est sollicitée**

Nom de l'entreprise	<input type="text"/>	301 *
Nom du groupe dont fait partie l'entreprise au moment de la demande d'agrément ou de la notification	<input type="text"/>	302

2.2. Fonction sollicitée dans l'entreprise

Date de nomination par l'organe statutaire (sous réserve d'approbation ou de non-objection par le CAA)	<input type="text"/>	303
Pour une notification : date d'effet	<input type="text"/>	304
Description des éventuels conflits d'intérêt liés à la fonction sollicitée et des mesures prises pour les prévenir ou pour en limiter les effets	Si aucun, cocher cette case : <input type="checkbox"/>	305
		306

2.3. Activités exercées par la personne physique soussignée

Fonction(s) exercée(s) ou à exercer dans l'entreprise ou dans son groupe simultanément à la fonction sollicitée:

Veillez indiquer les fonctions que la personne physique exerce déjà ou va exercer, simultanément à la fonction sollicitée, dans l'entreprise, dans toute autre entreprise du même groupe ou au niveau même du groupe

	dans l'entreprise	dans une autre entreprise du groupe ou au niveau même du groupe
Président ou Vice-président du Conseil d'administration	307	308
Administrateur-délégué	309	310
Autre administrateur	311	312
Membre d'un Comité du Conseil d'administration	313	314
Dirigeant agréé	315	316
Autre dirigeant ou membre d'un Comité de direction	317	318
Mandataire général dans une succursale hors du Luxembourg	319	320
Responsable de la fonction d'audit interne (Solvabilité II)	321	322
Responsable de la fonction actuarielle (Solvabilité II)	323	324
Responsable de la fonction de gestion des risques (Solvabilité II)	325	326
Responsable de la vérification de la conformité (Solvabilité II)	327	328
Responsable de la lutte contre le blanchiment (LBC/FT)	329	330
Responsable de la distribution (IDD)	331	332
Agent d'assurances ou de réassurances	333	334

Contrat de travail en vigueur lors de l'entrée en fonction

Salarié de l'entreprise dans laquelle la fonction est sollicitée	401
Salarié dans une autre entreprise du même groupe	402

Si les informations requises ci-dessous sont plus nombreuses que prévu, veuillez renseigner les informations principales dans ce formulaire et fournir les informations complètes dans une annexe.

Fonctions énumérées ci-dessus exercées par le soussigné en dehors du groupe dans d'autres entreprises d'assurance/de réassurance, entreprise financière ou entreprise industrielle/commerciale

Si aucune, cocher cette case : 403

Entreprise	Fonction
404	405
406	407
408	409
410	411
412	413

Autres activités professionnelles

Si aucune, cocher cette case : 414

415

Toutes participations directes et indirectes du soussigné (≥10%) dans une entité d'intérêt public (ou PIE) en précisant à chaque fois le taux de participation total et, le cas échéant, l'autorité de surveillance. *

Si aucune, cocher cette case : 416

Entreprise	Taux de participation (direct et indirect)	Autorité de surveillance
<input type="checkbox"/> 417	<input type="checkbox"/> 418	<input type="checkbox"/> 419
<input type="checkbox"/> 420	<input type="checkbox"/> 421	<input type="checkbox"/> 422
<input type="checkbox"/> 423	<input type="checkbox"/> 424	<input type="checkbox"/> 425
<input type="checkbox"/> 426	<input type="checkbox"/> 427	<input type="checkbox"/> 428
<input type="checkbox"/> 429	<input type="checkbox"/> 430	<input type="checkbox"/> 431

Liens étroits (en particulier de nature économique, financière, contractuelle ou familiale s'il y a un intérêt commun patrimonial) avec d'autres administrateurs ou dirigeants de l'entreprise, et avec des investisseurs ou actionnaires de l'entreprise (participation ≥ 10 %) *

Si aucun, cocher cette case : 432

433

Je soussigné(e)

déclare sincères et exactes les informations renseignées dans le présent document. *

Le soussigné reconnaît et accepte qu'au cas où le présent document serait inexact, son honorabilité, telle que définie à l'article 32 de la Loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, serait compromise.

Date de la signature	<input type="text"/>	434 *
Signature	<input type="text"/>	435 *

Section 3

-

Déclaration sur l'honneur

L'intégralité de la section est à remplir de manière électronique, puis à imprimer et à signer.
Les informations sont à mettre à jour à chaque nouvelle notification ou demande d'agrément.
Les informations obligatoires sont indiquées par un astérisque (*) sur la droite.

Pièce(s) à joindre obligatoirement sauf si le
CAA dispose déjà de ces pièces datant de moins
de 3 mois au titre d'une autre demande

Extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois
établis par les autorités du pays de résidence

et

Extrait du casier judiciaire datant de moins de 3 mois
établis par les autorités du pays de résidence
prépondérant au cours des 10 dernières années si
différent de l'extrait précédent

et

pour les personnes candidates à une fonction dirigeante
soumise à agrément, une fonction clé ou la fonction de
responsable de la lutte contre le blanchiment, et dans la
mesure où la déclaration sur l'honneur de la présente
section n'est pas faite devant une autorité judiciaire ou
administrative compétente ou, le cas échéant, devant un
notaire: une déclaration sous serment – ou, dans les
Etats où un tel serment n'est pas prévu, une déclaration
solennelle – faite devant une autorité judiciaire ou
administrative compétente ou, le cas échéant, un
notaire de l'Etat d'origine ou de provenance dudit
ressortissant étranger, sur la question de savoir si la
personne n'a pas été déclarée antérieurement en faillite.

Je soussigné(e)
déclare sur mon honneur et au mieux de ma connaissance :

<input type="checkbox"/>	a) ne pas avoir fait l'objet ou ne pas actuellement faire l'objet d'une procédure de faillite frauduleuse, d'insolvabilité, de moratoire, de gestion contrôlée, de sursis de paiement, de liquidation judiciaire, de réorganisation ou toute autre procédure similaire affectant généralement les droits des créanciers, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	501
<input type="checkbox"/>	b) ne pas avoir été ou ne pas être actuellement administrateur, dirigeant ou avoir une autre fonction dirigeante ou une influence significative dans une société, une personne morale ou une autre entité juridique qui a fait l'objet ou qui fait l'objet d'une procédure de faillite frauduleuse, d'insolvabilité, de moratoire, de gestion contrôlée, de sursis de paiement, de liquidation judiciaire, de réorganisation ou toute autre procédure similaire affectant généralement les droits des créanciers, ou qui a eu ou qui a actuellement une influence significative sur une société faisant l'objet de telles procédures, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	502
<input type="checkbox"/>	c) n'avoir jamais eu d'antécédent pénal concernant mon activité, ne pas avoir été visé par une enquête pénale ou une procédure pénale, mandat d'arrêt, procédure de remise entre Etats ou avoir fait l'objet de la détention préventive, d'une mesure d'emprisonnement, d'une amende pénale ou d'une autre sanction pénale et ne pas avoir fait l'objet d'une procédure de nature civile ou administrative concernant mon activité et ne pas avoir fait l'objet de mesures disciplinaires concernant mon activité (y inclus la disqualification en tant qu'administrateur d'une société ou dans le contexte d'une faillite frauduleuse, d'une procédure d'insolvabilité ou de mesures similaires) ou ne pas faire actuellement l'objet des enquêtes, procédures ou mesures décrites ci-dessus, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	503
<input type="checkbox"/>	d) ne pas avoir été soumis ou actuellement faire l'objet d'enquêtes, de procédures d'exécution ou de sanctions par une autorité de surveillance, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	504
<input type="checkbox"/>	e) ne pas avoir été ou ne pas être actuellement administrateur, dirigeant ou actionnaire dans une entité qui a fait ou qui fait actuellement l'objet d'enquêtes, de procédures d'exécution ou de sanctions par une autorité de surveillance, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	505
<input type="checkbox"/>	f) ne pas avoir subi de refus ou de retrait d'agrément, d'immatriculation, d'enregistrement, d'autorisation, d'adhésion ou de licence pour exercer une activité, un commerce ou une profession, ne pas avoir fait l'objet d'un retrait, d'une révocation ou d'une résiliation d'agrément, d'immatriculation, d'enregistrement, autorisation, adhésion ou licence, ne pas avoir fait l'objet d'une mesure de renvoi par un organe réglementaire ou administratif, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	506
<input type="checkbox"/>	g) ne pas avoir été licencié, ni encouragé à démissionner, d'un emploi ou d'une position de confiance, d'une relation fiduciaire ou d'une situation similaire au motif d'un grave manquement à des obligations professionnelles, au Luxembourg ou dans toute autre juridiction ;	507

Autres remarques ou explications du soussigné sur les points susmentionnés, notamment si un des points ne peut pas être confirmé par le soussigné. Veuillez annexer toute pièce explicative nécessaire.

<input type="text"/>	508
----------------------	-----

En signant la présente déclaration sur l'honneur, le soussigné s'engage à informer le CAA sans délai au cas où des éléments sur lesquels porte la présente déclaration se trouveraient modifiés à l'avenir.

Le soussigné reconnaît et accepte qu'au cas où la présente déclaration sur l'honneur serait inexacte, son honorabilité, telle que définie à l'article 32 de la Loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, serait compromise.

En signant la présente déclaration sur l'honneur, le soussigné s'engage à agir vis-à-vis du CAA de manière ouverte et loyale, et à lui transmettre de manière appropriée et activement toute information dont le CAA peut raisonnablement attendre qu'elle lui soit communiquée pour les besoins de sa surveillance.

Lieu de la signature	<input type="text"/>	509 *
Date de la signature	<input type="text"/>	510 *
Signature	<input type="text"/>	511 *

Section 4
-
Compétence

La section est à remplir de manière électronique, puis à imprimer et à signer.
Les informations sont à mettre à jour à chaque nouvelle notification ou demande d'agrément.
Les informations obligatoires sont indiquées par un astérisque (*) sur la droite.

Pièce à joindre obligatoirement :
(à chaque notification ou demande au CAA)

Curriculum vitae à jour et détaillé :
lieux, dates, dénominations exactes

Autres pièces à joindre sauf dans les cas suivants:
*a) les pièces ont déjà été fournies lors d'une notification antérieure
ou
b) la notification concerne une personne déjà agréée ou notifiée avant
l'entrée en vigueur de la LC19/5
ou
c) la notification concerne un poste d'administrateur, d'administrateur-
délégué, de Président ou Vice-président d'un conseil d'administration
ou de représentant d'un administrateur personne morale*

Copie(s) de certification(s) et diplôme(s) obtenu(s)
Attestation(s) de formation(s) complémentaire(s)/continue(s)
Attestation(s) d'affiliation(s) professionnelle(s)

4.0. Informations générales (à renseigner systématiquement)

Type de la principale formation 601 *

Diplôme obtenu dans cette formation 602 *

Liste des formations de type universitaires, en commençant par les plus récentes *

Pays	Nom de l'établissement	Nom de la formation	Durée (années)	Diplôme obtenu	Année diplôme
<input type="text"/> 611	<input type="text"/> 612	<input type="text"/> 613	<input type="text"/> 615	<input type="text"/> 617	<input type="text"/> 616
<input type="text"/> 621	<input type="text"/> 622	<input type="text"/> 623	<input type="text"/> 625	<input type="text"/> 627	<input type="text"/> 626
<input type="text"/> 631	<input type="text"/> 632	<input type="text"/> 633	<input type="text"/> 635	<input type="text"/> 637	<input type="text"/> 636
<input type="text"/> 641	<input type="text"/> 642	<input type="text"/> 643	<input type="text"/> 645	<input type="text"/> 647	<input type="text"/> 646

Formations professionnelles ou formations complémentaires / continues durant les 10 dernières années ou en cours en indiquant les plus pertinentes pour les fonctions sollicitées

Si aucune, cocher cette case : 650

Pays	Nom de l'établissement	Nom de la formation	Année début	Durée (heures)	Année fin
<input type="text"/> 651	<input type="text"/> 652	<input type="text"/> 653	<input type="text"/> 654	<input type="text"/> 655	<input type="text"/> 656
<input type="text"/> 661	<input type="text"/> 662	<input type="text"/> 663	<input type="text"/> 664	<input type="text"/> 665	<input type="text"/> 666
<input type="text"/> 671	<input type="text"/> 672	<input type="text"/> 673	<input type="text"/> 674	<input type="text"/> 675	<input type="text"/> 676
<input type="text"/> 681	<input type="text"/> 682	<input type="text"/> 683	<input type="text"/> 684	<input type="text"/> 685	<input type="text"/> 686

Autres certifications ou autres diplômes obtenus en lien avec les fonctions sollicitées

Si aucune, cocher cette case : 700

Pays	Organisme ayant délivré la certification ou le diplôme	Certification ou diplôme obtenu	Année
<input type="text"/> 701	<input type="text"/> 702	<input type="text"/> 703	<input type="text"/> 704
<input type="text"/> 711	<input type="text"/> 712	<input type="text"/> 713	<input type="text"/> 714
<input type="text"/> 721	<input type="text"/> 722	<input type="text"/> 723	<input type="text"/> 724
<input type="text"/> 731	<input type="text"/> 732	<input type="text"/> 733	<input type="text"/> 734

Expérience professionnelle			Si aucune, cocher cette case : <input type="checkbox"/>	740	*	
	Durée					
<i>dans le secteur des assurances</i>	<input type="text"/> années	741	Fonction principale	<input type="text"/>	742	
<i>dans le secteur financier</i>	<input type="text"/> années	743		<input type="text"/>	744	
<i>dans d'autres secteurs</i>	<input type="text"/> années	745		<input type="text"/>	746	
<i>totale</i>	<input type="text"/> années					
<i>dont expérience dans l'entreprise ou le même groupe que la fonction sollicitée</i>	<input type="text"/> années	747				
Expérience dans la fonction sollicitée ou en lien avec celle-ci					748	*
si aucune, cocher cette case : <input type="checkbox"/>						
Autres informations permettant d'apprécier les compétences dans la fonction sollicitée					749	

Veuillez remplir les cadres suivants en fonction de la (des) fonction(s) sollicitée(s) par le présent dossier.

Le cadre 4.1. s'applique à tout membre d'un Conseil d'administration, d'un Conseil de surveillance ou équivalent. Il s'applique notamment à un administrateur-délégué, en sus du cadre 4.2.

Le cadre 4.2 s'applique à toute personne qui sollicite l'une des fonctions suivantes : administrateur-délégué, dirigeant agréé (ou dirigeant délégué d'une entreprise de réassurance ou d'un fonds de pension), membre d'un comité de direction, mandataire général d'une succursale.

4.1. Informations complémentaires pour solliciter une fonction d'administrateur

Compétences apportées au Conseil d'administration (de multiples réponses sont possibles)

Note: les domaines de compétences énumérées ci-dessous constituent un minimum que chaque conseil devrait couvrir, mais ne préjuge pas de la nécessité de disposer d'autres domaines de compétences au vu de l'activité et du fonctionnement concret de l'entreprise

		Description (facultative) :	
<i>Marchés de l'assurance / financiers</i>	761		762
<i>Stratégie et modèle économique</i>	763		764
<i>Système de gouvernance</i>	765		766
<i>Analyse financière ou comptable</i>	767		768
<i>Analyse actuarielle et risques quantitatifs</i>	769		770
<i>Cadre et exigences réglementaires</i>	771		772
<i>Autre (veuillez préciser)</i>	773		774
Comités spécialisés du Conseil d'administration dont le requérant est ou est appelé à devenir membre			775

4.2. Informations complémentaires pour solliciter une fonction de dirigeant ou de membre du comité de direction d'une entreprise d'assurance ou de réassurance comportant un effectif de 5 personnes ou plus

Vous êtes-vous déjà présenté à un contrôle des connaissances pour dirigeant agréé au Luxembourg ? 780

Expérience en direction d'entreprise et management d'équipe				
Fonction exercée	Entité dirigée	Nombre de subordonnés	Période (dates de début et de fin)	Motif de cessation

4.3. Informations complémentaires pour solliciter une fonction clé définie par Solvabilité II

Affiliation professionnelle en cours de validité
indiquer la 1re année d'affiliation et, le cas échéant, le type d'affiliation ou de qualification (par ex.: actuaire certifié à ILAC)

Pays	Organisme professionnel	Année début	Affiliation / qualification
821		822	823
831		832	833

Expérience pertinente dans le contexte de l'entreprise où la fonction est sollicitée		840
--	--	-----

Je soussigné(e) **déclare sincères et exactes les informations renseignées dans le présent document.**

Le soussigné reconnaît et accepte qu'au cas où le présent document serait inexact, son honorabilité, telle que définie à l'article 32 de la Loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances, serait compromise.

Date de la signature 900 *

Signature 901 *